

—POLITIQUE - SUISSE

Lundi 7 juillet 2008

[Envoyer à un ami](#) | [Imprimer cet article](#)

—ENTRETIEN -

—«Stop aux brasiers d'endettement dans les assurances sociales!»

Directeur d'économiesuisse, Pascal Gentinetta croit aux chances de succès des mécanismes de frein à l'endettement, présentés vendredi.

—Propos recueillis par Edgar Bloch à lausanne

Pas question de laisser les dépenses des assurances sociales prendre l'ascenseur, au risque d'engloutir les deux tiers (65%) du budget fédéral d'ici 2025. Pour prévenir un tel désastre, entravant les investissements dans les secteurs clés de la formation, de la recherche et des transports, economiesuisse et l'Union patronale suisse (UPS) ont empoigné le taureau par les cornes vendredi à Berne. Leur solution: il suffit d'ancrer le principe de l'équilibre durable entre recettes et dépenses de chacune des assurances sociales dans la loi sur les finances. Parallèlement, le Conseil fédéral a l'obligation d'élaborer d'ici 2011 une règle de gestion et une sanction spécifique à l'AVS, l'assurance invalidité (AI) et l'assurance chômage. Plus vite dit que fait. Directeur d'économiesuisse, Pascal Gentinetta s'en explique.

En quoi la question de l'assainissement est si importante pour vous?

Pascal Gentinetta: Le précédent de l'AI, où l'on a laissé pourrir la situation, illustre notre souci. Les experts connaissaient depuis longtemps sa situation dramatique et pronostiquaient une explosion des coûts menant à un surendettement. Cet exemple démontre que lorsque les mesures traînent, on occasionne des surcoûts conséquents. Il est préférable de parvenir à des solutions ciblées à temps. La transposition du mécanisme de frein à l'endettement aux assurances sociales, impliquant des solutions différenciées propres à chacune d'entre elles, mettrait le Conseil fédéral et le Parlement face à leurs responsabilités.

— Comment évaluez-vous les chances de succès de vos modèles de frein à l'endettement, spécifiques à chaque assurance sociale (AVS, AI et assurance chômage)?

Nous tombons à point nommé, une procédure de consultation étant ouverte au sujet de la révision de la loi sur les finances de la Confédération. L'occasion de placer cette question dans le débat public est donc donnée. Par le passé, nous avons vécu de très mauvaises expériences, notamment avec l'AI. Il s'agit de ne pas les rééditer. Nous venons juste de prendre connaissance de la nécessité d'assainir la caisse de pension des CFF. Une situation aussi préoccupante indique que toujours plus de postes échappent à la discipline budgétaire et peuvent être source d'endettement. Nous en appelons donc à la responsabilité du monde politique de tous bords pour mettre sur pied un mécanisme qui empêche l'éclatement de nouveaux brasiers d'endettement, notamment dans les assurances sociales.

Le peuple aura le dernier mot au sujet de l'augmentation provisoire d'un taux de TVA de 0,4% de l'AI, décidé lors de session de juin par le Parlement. Cette hausse est-elle compatible avec le modèle de frein à l'endettement présenté?

Précisément cette mesure limitée dans le temps reste très partielle et ne s'intègre qu'imparfaitement dans notre modèle qui contraint de trouver une solution lorsqu'on a connaissance d'un potentiel d'endettement. Nous savons déjà aujourd'hui que des déficits seront de retour pour l'AI vers 2017. Sa sixième révision est certes annoncée pour

prendre le relais, mais ses contours restent encore très flous. Alors qu'on est prêt à augmenter temporairement les impôts, rien ne garantit aujourd'hui que les mesures nécessaires seront prises pour freiner les dépenses de l'AI et la ramener ainsi vers un équilibre durable.

Tout autre chose: nous subissons une crise sérieuse des marchés financiers et l'UBS est dans la tourmente. Comment l'économie suisse peut-elle contribuer à faire revenir une certaine confiance dans l'économie?

Il est indéniable qu'UBS traverse une passe difficile. Je rappelle cependant que sur les 350 banques en Suisse, 345 enregistrent de bons résultats. Ces données nuancent l'appréciation. Il nous incombe aussi d'englober dans la perspective les autres secteurs économiques, sans remettre en cause l'importance de notre place financière. Pour l'industrie et les autres services, les signaux restent dans l'ensemble positifs. Il faut rester réaliste et ne pas tomber dans le fatalisme ou l'alarmisme.